



La CGT Pôle Emploi IdF s'inscrit dans l'esprit qui a présidé à la création des Comités d'Entreprise:
Promouvoir l'accès à la culture, aux loisirs et aux vacances pour tous.

La CGT propose que l'ensemble des prestations qu'elles soient nationales ou régionales s'effectue avec la mise en place du Quotient Familial : un mode de répartition plus juste, qui permettra de prendre en compte les situations familiales et non plus individuelles avec une attention particulière pour les célibataires.

Culture
Loisirs
Vacances

**Un accès pour
Tous !**

**QF : Revenu
Fiscal de
Référence /
Nombre de Parts**

Nombre de parts:

**1 par personne
0.5 par enfant
1.5 Célibataire**



La CGT propose de revenir à une *mutualisation nationale* d'une partie du budget, afin de permettre d'avoir un socle commun de prestation sur l'ensemble des Etablissements de Pôle Emploi mais aussi une négociation avec les prestataires plus avantageuse pour les agents (50 000 agents nationalement).

LES PROPOSITIONS DE LA CGT :

VOYAGES & VACANCES

- Proposition de longs et moyens courriers.
- Grande offre de location d'appartements ou de bungalows pour des vacances familiales avec des tarifs accessibles à tous.

DONS & SECOURS

- Se doter d'une gestion nationale pour avoir un budget global qui permette de répondre aux besoins de tous et de préserver l'anonymat des demandes.

COLONIES

- Offre diversifiée selon les âges allant de l'équitation à la découverte du monde.

Mais aussi :

- **Noël enfant** : Renouer avec une journée de rencontre festive entre agents avec nos enfants (ex : *Parc Astérix*)
- **Remboursement Activités** sportives et culturelles
- **ANCV, Chèque Cadhoc**
- **Formations** : participation au frais de formation.

Pour la CGT, le choix des prestations régionales doit permettre d'assurer des activités variées et de proximité sur l'ensemble du territoire francilien et non pas seulement à Paris tel que : Spectacles, Théâtres, Musées, Opéras, Conférences, Parcs d'attraction, Cinéma...

**Île de
France**

Il faut en finir avec cette gestion actuelle qui ne permet pas d'avoir une visibilité financière sur la trésorerie du CE. Pour exemple, aujourd'hui le CE ne peut même pas honorer l'intégralité de nos commandes de chèques vacances !